



## CHAPITRE 272

### LOI CONCERNANT LES GUIDES-VOYAGEURS

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des guides-voyageurs.*

**2. 1.** Quiconque s'engage comme guide, conducteur, Marchés faits par les guides-voyageurs. canotier, batelier, hivernant, ou en toute autre qualité ou capacité, pour faire un voyage dans la province d'Ontario, ou dans les pays sauvages, ou pour en revenir, ou pour y hiverner ou y rester pendant un temps quelconque, sauf comme il est ci-dessous excepté, doit faire un marché à cet effet avec la personne à laquelle il s'engage ou avec son agent.

**2.** Tel marché n'est valide qu'à condition qu'il soit Condition de la validité de ce marché. fait par écrit et exécuté par-devant notaire, ou, à défaut de notaire, devant au moins deux témoins dignes de foi sachant lire et écrire et qui le signent; et ce marché, outre les autres particularités dont les parties peuvent convenir, doit spécifier la qualité ou capacité en laquelle cette personne s'est engagée, les gages qu'elle doit recevoir pour ses services, le temps et le lieu où ils sont payables, et le voyage ou le service qu'elle doit faire.

**3.** Nul conducteur de bateaux ou batelier n'est tenu, Ce qui suffit dans certaines limites. à moins que les parties ne le jugent nécessaire, de faire d'autre marché qu'un marché verbal, pour un voyage dans la province de Québec ou dans la province d'Ontario, à moins que ce voyage, si c'est dans Ontario, ne s'étende au delà de la baie de Quinté. S. R. (1909), 7429.

**3.** Si une personne ainsi engagée en vertu d'un marché par écrit, refuse ou néglige de se rendre au lieu convenu pour entreprendre le voyage ou le service auquel elle s'est obligée, après en avoir été avertie, ou, se rendant à tel lieu, refuse ou néglige de faire le voyage ou le service pour lequel elle s'est engagée, sur plainte et preuve de ce refus ou de cette négligence, sous le serment de la personne ou de l'agent à qui le contreve-

Refus du guide-voyageur d'entreprendre le voyage.

nant s'est engagé, devant un juge de paix, et sur production de ce marché ou d'une copie authentique de ce marché, ce juge doit lancer son mandat, adressé à un constable ou autre officier de paix, pour faire arrêter et conduire le contrevenant devant lui, ou devant tout autre juge de paix du district.

Peine qu'il  
encourt sur  
refus de par-  
tir sur l'ordre  
du juge de  
paix.

Si le contrevenant, sur l'ordre qui peut en être décerné par le juge de paix, ne part pas aussitôt pour le voyage ou pour commencer le service auquel il s'est obligé, ou si le canot ou bateau dans lequel cette personne devait être placée est parti,—à moins qu'elle n'ait été empêchée d'être présente ou de partir par maladie, ou autres cas d'empêchement, prouvés devant ce juge de paix, par le certificat d'un médecin ou celui d'un curé, ou par le serment prêté devant tel juge de paix d'au moins un témoin digne de foi,—cette personne doit être envoyée par le juge de paix à la prison commune du district pour y être détenue pendant l'espace de quinze jours, à moins que l'individu auquel le contrevenant est engagé, ou son agent, ne demande avant ce temps son élargissement, auquel cas tel ou tout autre juge de paix du district à qui la demande est faite, peut faire élargir le contrevenant, par un ordre sous son seing adressé au geôlier; mais cet élargissement ne décharge le contrevenant d'aucune demande contre lui pour des avances, soit en argent ou autrement, faites sur la foi du marché par lui consenti. S. R. (1909), 7430.

Désertion  
sans causes  
légitimes.

4. 1. Si un guide-voyageur, engagé comme il est dit plus haut, par marché écrit ou verbal, après avoir entrepris le voyage ou le service auquel il s'est obligé, s'absente ou déserte ensuite sans cause légitime ce voyage ou ce service, alors, sur plainte à cet effet faite sous serment par l'individu auquel il est engagé ou par son agent, ou par la personne qui avait la surveillance de ce contrevenant, ou par tout autre individu qui peut avoir connaissance du fait, et sur production du marché fait pour ce voyage ou d'une copie authentique de ce marché devant tel juge de paix, ce dernier lance son mandat, adressé à un constable ou autre officier de paix du district, pour faire arrêter et conduire le contrevenant devant lui ou tout autre juge de paix du district.

Peines encourues pour  
désertion.

2. Tel juge de paix, assisté de quelque autre juge de paix, ou deux juges de paix du district, doivent s'enquérir de la cause pour laquelle le contrevenant s'est ainsi absenté ou a ainsi déserté; et, s'il n'existe aucune justification légale de cette absence ou désertion prouvée

à la satisfaction de ces juges de paix, ceux-ci doivent envoyer, par un mandat sous leurs seings, le contrevenant à la prison commune du district pour y être détenu, sans cautionnement, durant l'espace de pas moins d'un mois ni de plus de trois mois.

3. Nul contrevenant ainsi envoyé en prison n'est sujet à une action ou poursuite pour les dommages pécuniaires causés par cette absence ou cette désertion du voyage ou du service qu'il était convenu de faire, excepté seulement pour le montant des avances en deniers ou marchandises faites à ce contrevenant sur la foi de l'engagement par lui passé. S. R. (1909), 7431.

Contrevenant  
non sujet à  
poursuite  
pour domma-  
ges pécuniaires.

